

DÉLIBÉRATION N°2024-146

Délibération de la Commission de régulation de l'énergie du 17 juillet 2024 portant validation des investissements de distribution de GRDF et de Vialis associés au développement des gaz renouvelables ou bas-carbone

Participaient à la séance : Emmanuelle WARGON, présidente, Anthony CELLIER, Valérie PLAGNOL et Lova RINEL, commissaires.

L'article 94 de la loi n°2018-938 du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous, dite « loi EGalim », a instauré dans le code de l'énergie le principe de droit à l'injection pour les producteurs de biogaz. Ce principe a été étendu à l'ensemble des gaz renouvelables ou bas-carbone par la loi n°2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables. Ainsi, l'article L. 453-9 du code de l'énergie dispose, notamment, que « *[l]orsqu'une installation de production de gaz renouvelable, dont le biogaz, ou de gaz bas-carbone est située à proximité d'un réseau de gaz naturel, les gestionnaires des réseaux de gaz naturel effectuent les renforcements nécessaires pour permettre l'injection dans le réseau du gaz renouvelable, dont le biogaz, ou du gaz bas-carbone produits, dans les conditions et limites permettant de s'assurer de la pertinence technico-économique des investissements [...]* ».

Les modalités de mise en œuvre de cet article ont été précisées par le décret n°2019-665 du 28 juin 2019 relatif aux renforcements des réseaux de transport et de distribution de gaz naturel nécessaires pour permettre l'injection du biogaz produit, et par l'arrêté du 28 juin 2019¹ pris en application du décret susmentionné.

Le décret du 28 juin 2019 susvisé, dont les dispositions sont aujourd'hui codifiées aux articles D. 453-20 à D. 453-25 du code de l'énergie, a introduit trois dispositifs dont l'objectif est notamment le développement efficace de l'injection de gaz renouvelable ou bas-carbone dans les réseaux de gaz naturel :

- un dispositif de zonage de raccordement des installations de production de gaz renouvelable ou bas-carbone à un réseau de gaz naturel. Il s'agit, pour chaque zone du territoire métropolitain continental située à proximité d'un réseau de gaz naturel, de définir le réseau le plus pertinent d'un point de vue technico-économique pour le raccordement d'une nouvelle installation de production de gaz renouvelable ou bas-carbone qui s'y implanterait. Ces zonages doivent être validés par la Commission de régulation de l'énergie (CRE) ;
- pour les ouvrages de renforcement, un dispositif d'évaluation et de financement par les gestionnaires de réseau des coûts associés, dans la limite d'un ratio technico-économique Investissements / Volumes (« I/V ») ;
- pour les ouvrages mutualisés qui ne sont pas des renforcements, un dispositif de partage des coûts entre les producteurs d'une même zone.

¹ Arrêté du 28 juin 2019 définissant les modalités d'application de la section 6 du chapitre III du titre V du livre IV du code de l'énergie

La CRE avait formulé, dans sa délibération n°2019-242 du 14 novembre 2019² (ci-après, la « Délibération Biométhane »), les modalités opérationnelles de mise en œuvre du droit à l'injection, et notamment celles concernant la validation des investissements de renforcement des gestionnaires de réseaux de distribution (GRD).

À la suite d'une consultation publique qui s'est tenue du 22 juillet au 7 septembre 2020, la CRE avait apporté, dans sa délibération n°2020-261 du 22 octobre 2020³, des précisions relatives au processus de validation des investissements de renforcement des GRD.

La présente délibération a pour objet de valider 37 investissements de renforcement constitutifs du programme soumis par GRDF, pour un montant total de 16,97 M€ et 2 investissements de renforcement constitutifs du programme soumis par Vialis, pour un montant total de 0,17 M€.

1. Compétences de la CRE

Les dispositions de l'article L. 453-9 et des articles D. 453-23 et D. 453-24 du code de l'énergie prévoient que la CRE :

- valide les programmes d'investissement établis par les gestionnaires de réseaux de transport (GRT) et les GRD concernés pour permettre le raccordement d'un projet d'installation de production de gaz renouvelable ou de gaz bas-carbone lorsque la capacité des réseaux est insuffisante pour permettre ce raccordement ;
- dispose d'un délai de trois mois pour s'opposer au démarrage des travaux de renforcement, si elle estime que ceux-ci peuvent être retardés ou que l'évolution des besoins justifie l'étude d'un projet de renforcement alternatif.

2. Cadre applicable aux investissements de renforcement des opérateurs de distribution associés au développement des gaz renouvelables ou bas-carbone

La CRE a précisé, dans la Délibération Biométhane, les modalités opérationnelles de mise en œuvre du droit à l'injection. La mise en œuvre de ce dispositif, au cours du premier semestre 2020, ayant montré la nécessité de compléter les modalités de validation par la CRE des programmes d'investissements de renforcement des GRD de gaz naturel, la CRE a apporté les précisions nécessaires dans sa délibération n°2020-261 du 22 octobre 2020.

Ainsi, la délibération de la CRE susmentionnée a retenu un processus de validation *ex ante* du programme de renforcement en distribution, similaire à celui retenu pour les opérateurs de transport. Pour l'ensemble des renforcements du réseau de distribution réalisés par les GRD, et notamment les maillages, les GRD doivent soumettre à la CRE le détail de leurs ouvrages de renforcement prévisionnels à lancer dans la période allant jusqu'à l'exercice de validation suivant, ainsi que les zonages et les I/V associés.

La validation de la CRE s'appuie, conformément aux dispositions des articles D. 453-23 et D. 453-24 du code de l'énergie, sur la vérification du respect (i) du ratio technico-économique I/V, ainsi que (ii) de l'enveloppe annuelle globale des recettes tarifaires de l'opérateur concerné que ne doit pas excéder le programme d'investissements de renforcement lié à l'insertion des gaz renouvelables ou bas-carbone. Le respect de la première condition sera notamment évalué au regard :

- de l'étude des éventuelles évolutions des zones concernées par rapport aux zonages validés en amont par la CRE et de la pertinence du séquençage de ces investissements au regard du développement de la zone en question ;

² Délibération n°2019-242 de la CRE du 14 novembre 2019 portant décision sur les mécanismes encadrant l'insertion du biométhane dans les réseaux de gaz

³ Délibération n°2020-261 de la CRE du 22 octobre 2020 portant décision sur les mécanismes encadrant l'insertion du biométhane dans les réseaux de gaz et validation des investissements de distribution de GRDF associés au développement du biométhane

- d'une revue de cohérence des détails fournis pour les différents ouvrages à réaliser avec les chiffres globaux fournis par ailleurs par les opérateurs.

Enfin, le rythme retenu par la CRE est une validation des investissements de renforcement des réseaux au minimum semestrielle, cet exercice pouvant, dans un premier temps, être mené plus fréquemment pour répondre aux besoins de la filière.

3. Validation des investissements de distribution de GRDF associés au développement des gaz renouvelables ou bas-carbone

Dans des délibérations successives adoptées entre octobre 2020 et avril 2024⁴, la CRE a d'ores et déjà validé 426 ouvrages de renforcement sur le réseau de distribution de GRDF pour un montant de 235,7 M€.

Par l'intermédiaire de trois saisines, enregistrées les 6, 26 et 28 juin 2024, GRDF a adressé à la CRE, pour validation, un programme d'investissements prévisionnels de renforcement constitué de 40 ouvrages, pour un montant total de 19,04 M€.

Par l'intermédiaire d'une saisine, enregistrée le 4 juillet 2024, Vialis a adressé à la CRE pour validation, un programme d'investissements prévisionnels de renforcement constitué de 2 ouvrages, pour un montant total de 0,17 M€.

Pour chaque ouvrage, la CRE vérifie que les conditions permettant la validation de l'investissement sont réunies, c'est-à-dire :

- un ratio I/V conforme au seuil réglementaire sur la zone au vu des éléments de coûts et de dynamique de la filière transmis par GRDF ou prenant en compte une participation de tiers ;
- une date prévisionnelle de mise en service du projet déclencheur cohérente avec la date prévisionnelle de mise en service de l'ouvrage et avec le délai moyen de réalisation de ce dernier ;
- une conformité de l'ouvrage au zonage de raccordement validé par la CRE et en cours de validité.

Lorsqu'ils se sont avérés nécessaires, des échanges complémentaires entre GRDF et la CRE ont permis à cette dernière d'apprécier la pertinence du déclenchement de certains investissements soumis à sa validation.

S'agissant des ouvrages prévisionnels de la demande de GRDF soumis à validation, la CRE constate que 37 des 40 ouvrages constitutifs de la demande, dont la liste et les principales caractéristiques sont présentées en annexe, remplissent les conditions exposées ci-dessus. Ces ouvrages représentent un montant de 16,97 M€.

S'agissant des investissements restants, la CRE n'est pas en mesure de les valider à ce stade, puisqu'elle considère que les conditions permettant leur déclenchement ne sont pas réunies, en particulier la conformité des ouvrages aux zonages de raccordement validés et en cours de validité.

S'agissant des ouvrages prévisionnels de la demande de Vialis soumis à validation, la CRE constate que l'ensemble des ouvrages constitutifs de la demande, dont la liste et les principales caractéristiques sont présentées en annexe, remplissent les conditions exposées ci-dessus. Ces ouvrages représentent un montant de 0,17 M€.

⁴ Délibérations de la CRE n°2020-261 du 22 octobre 2020, n°2020-301 du 10 décembre 2020, n°2021-87 du 18 mars 2021, n°2021-223 du 8 juillet 2021, n°2021-334 du 28 octobre 2021, n°2022-42 du 3 février 2022, n°2022-107 du 14 avril 2022, n°2022-207 du 21 juillet 2022, n°2022-301 du 24 novembre 2022, n°2023-57 du 16 février 2023, n°2023-146 du 12 juin 2023, n°2023-292 du 21 septembre 2023, n°2024-25 du 1^{er} février 2024 et n°2024-69 du 4 avril 2024

Décision de la CRE

En application des dispositions des articles L. 453-9, D. 453-23 et D. 453-24 du code de l'énergie, les gestionnaires de réseaux de distribution (GRD) établissent un programme d'investissements de renforcement du réseau en vue de permettre l'augmentation des capacités d'accueil de gaz renouvelable ou bas-carbone qu'ils soumettent à la validation de la Commission de régulation de l'énergie (CRE).

La délibération n°2020-261 du 22 octobre 2020 de la CRE précise le dispositif de validation des investissements de renforcement des GRD en indiquant que ceux-ci feront l'objet d'une validation *ex ante*, à un rythme au minimum semestriel et que cet exercice pourra dans un premier temps être mené plus fréquemment pour répondre aux besoins de la filière.

GRDF a soumis à la validation de la CRE, les 6, 26 et 28 juin 2024, un programme d'investissements constitué de 40 investissements de renforcement permettant l'adaptation du réseau de distribution pour en augmenter les capacités d'accueil de gaz renouvelable ou bas-carbone, pour un montant de 19,04 M€.

La CRE valide 37 des 40 ouvrages de ce programme d'investissement, dont la liste est publiée en annexe, pour un montant total de 16,97 M€.

Vialis a soumis à la validation de la CRE, le 4 juillet 2024, un programme d'investissements constitué de 2 investissements de renforcement, permettant l'adaptation du réseau de distribution pour en augmenter les capacités d'accueil de biométhane, qui représente 0,17 M€.

La CRE valide l'ensemble de ce programme d'investissements, dont la liste est publiée en annexe, pour un montant total de 0,17 M€.

Il incombe à GRDF et Vialis d'adapter le rythme de réalisation de ces investissements pour respecter le plafond annuel d'investissements introduit par le décret n°2019-665 du 28 juin 2019 relatif aux renforcements des réseaux de transport et de distribution de gaz naturel, modifié par le décret n°2021-28 du 14 janvier 2021, nécessaires pour permettre l'injection du biogaz produit.

La présente délibération sera publiée sur le site internet de la CRE et notifiée à GRDF et Vialis. Elle sera transmise aux ministres chargés de l'énergie et de l'écologie.

Délibéré à Paris, le 17 juillet 2024.

Pour la Commission de régulation de l'énergie,

La présidente,

Emmanuelle WARGON

Annexe

Les investissements de renforcement concernant GRDF validés sont les suivants :

Région	Identifiant maillage	Identifiant zonage	Longueur de canalisation prévisionnelle (m)	Montant de l'investissement prévisionnel (k€)	Date de mise en service de l'ouvrage
Auvergne-Rhône-Alpes	R4-2400087	ARA-[0101]-2024-03-25-AMBERIEU-EN-BUGEY	1 030	66	01/10/2025
	R4-2400096	ARA-[0101]-2024-03-25-AMBERIEU-EN-BUGEY	6 500	534	01/10/2025
	R4-2400084	ARA-[3845]-2024-03-25-VOIRON	3 730	469	30/04/2025
	R4-2400983	ARA-[3898]-2024-03-28-GRENOBLE	1 800	182	30/04/2025
	R4-2401052	ARA-[4207]-2024-04-29-FEURS	9 600	960	01/01/2026
	R4-2401054	ARA-[4397]-2024-02-19-BRIOUDE	6 000	610	30/04/2025
	R4-2400978	ARA-[6932]-2024-04-10-VILLEFRANCHE-SUR-SAONE	3 525	256	01/09/2025
	R4-2401015	ARA-[6999]-2024-03-25-LYON	750	131	01/11/2025
	R4-2400989	ARA-[7495]-2024-03-28-THONON-LES-BAINS	3 115	312	01/05/2025
Bourgogne-Franche-Comté	R3-2400201	BFC-[3925]-2023-05-12-SAINT-AMOUR	14 800	1 776	T3 2025
	R3-2302188	BFC-[7096]-2023-07-13-VESOUL	6 700	804	T3 2025
	R3-2301564	BFC-7198-2022-10-18-CHALON-SUR-SAONE	800	105	01/09/2025
	R3-2301877	BFC-8998-2022-08-03-8998	3 400	340	01/09/2025

	R3-2301889	BFC-8998-2022-08-03-8998	300	32	01/09/2025
	R3-2301890	BFC-8998-2022-08-03-8998	400	37	01/09/2025
	R3-2301917	BFC-8998-2022-08-03-8998	1 200	120	01/09/2025
Bretagne	R7-2400553	BRZ-[3596]-2022-10-17-SAINT-MALO	6 000	600	01/06/2025
	R7-2400060	BRZ-[3598]-2022-06-16-RENNES-SUD	2 000	300	01/08/2025
Grand Est	R3-2401351	GDE-[5499]-2023-11-14-TOUL	21 700	2 798	T2 2026
	R3-2401390	GDE-[5730]-2023-05-30-SARREGUEMINES	-	50	01/09/2025
	R3-2401363	GDE-[6898]-2024-06-04-COLMAR	7 500	750	01/06/2025
	R3-2401364	GDE-[6898]-2024-06-04-COLMAR	-	70	01/06/2025
	R3-2401365	GDE-[6898]-2024-06-04-COLMAR	6 100	610	01/06/2025
	R3-2401366	GDE-[6898]-2024-06-04-COLMAR	7 000	700	01/06/2025
	R3-2401367	GDE-[6898]-2024-06-04-COLMAR	4 300	430	01/06/2025
	R3-2401368	GDE-[6899]-2022-08-31-MULHOUSE	1 400	252	01/06/2025
	R3-2401369	GDE-1099-2024-03-29-TROYES	500	50	01/09/2025
Hauts-de-France	R2-2002963	HDF-[5988]-2022-10-31-CAMBRAI	2 500	298	31/07/2026
	R2-2301540	HDF-[5988]-2022-10-31-CAMBRAI	463	46	01/01/2026
	R2-2401140	HDF-[6097]-2022-08-29-COMPIEGNE	850	85	T4 2024

Délibération N°2024-146

17 juillet 2024

	R2-2401141	HDF-[6097]- 2022-08-29- COMPIEGNE	1 300	130	T4 2024
	R2-2401142	HDF-[6097]- 2022-08-29- COMPIEGNE	1 800	180	T4 2024
Île-de-France	R1-2402210	IDF-[9596]-2024- 05-22-CERGY	7 990	799	01/12/2025
Nouvelle- Aquitaine	R6-2202560	NOA-[3322]- 2023-01-13- COUTRAS	2 100	317	01/01/2026
	R6-2202558	NOA-[3322]- 2023-01-13- COUTRAS	2 200	358	01/01/2026
	R6-2300598	NOA-[3322]- 2023-01-13- COUTRAS	100	15	01/01/2026
Pays de la Loire	R7-2400064	PDL-[5311]-2024- 04-09-EVRON	14 000	1 400	01/06/2025

Les investissements de renforcement concernant Vialis validés sont les suivants :

Région	Identifiant maillage	Identifiant zonage	Longueur de canalisation prévisionnelle (m)	Montant de l'investissement prévisionnel (k€)	Date de mise en service de l'ouvrage
Grand Est	M6898-03	GDE-[6898]- 2024-06-04- COLMAR	1 600	160	01/06/2025
	M6898-04	GDE-[6898]- 2024-06-04- COLMAR	130	13	01/06/2025